

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/301
17 juin 1999

(99-2450)

SRI LANKA - ÉTABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE VI

Prorogation de délai

Décision du 15 juin 1999^{1,2}

Considérant que les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947, par Décision du 8 novembre 1988³, ont suspendu l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1947 dans la mesure nécessaire pour permettre au gouvernement sri-lankais de mettre en œuvre le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (Système harmonisé) le 1^{er} janvier 1989 et de procéder ultérieurement à des négociations;

Tenant compte du fait que, par Décisions successives, la validité de la dérogation accordée à Sri Lanka a été prorogée jusqu'au 30 avril 1999⁴;

Considérant que, par Décision du 31 janvier 1995⁵, le Conseil général a établi une liste des dérogations en application lors de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, qui comprenait la dérogation accordée à Sri Lanka pour l'établissement d'une nouvelle Liste VI;

Tenant compte du fait que la documentation se rapportant à la transposition de la Liste de Sri Lanka dans la nomenclature du Système harmonisé a été distribuée le 12 janvier 1990 sous couvert du document SECRET/HS/26;

Considérant que le gouvernement sri-lankais a engagé des négociations au titre de l'article XXVIII avec quatre Membres et s'est efforcé d'achever les négociations en présentant des offres révisées à deux Membres;

Considérant que le gouvernement sri-lankais a assuré ses partenaires commerciaux dans ces négociations que tout sera mis en œuvre pour conclure les négociations le plus tôt possible de manière satisfaisante et dans l'intérêt mutuel de toutes les parties concernées;

¹ Avec effet rétroactif au 30 avril 1999.

² Adoptée conformément aux procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général (WT/L/93).

³ IBDD, S35/22.

⁴ WT/L/279.

⁵ WT/L/3 et Corr.1.

Considérant que le gouvernement sri-lankais, ayant satisfait aux prescriptions énoncées au paragraphe 1 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994, a demandé que l'exemption des obligations qui lui incombent au titre de l'article II du GATT de 1994 soit de nouveau reconduite⁶;

Le Conseil général, agissant conformément aux dispositions de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décide, compte tenu des circonstances exceptionnelles exposées ci-dessus, de proroger jusqu'au 31 octobre 1999 la dérogation accordée à Sri Lanka par Décision du 8 novembre 1988.

⁶ G/L/296.